

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

29 JUIN 1976

PROJET DE LOI sur la gestion assistée.

I. — AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR M. Willy CLAES.

Art. 15.

Au premier alinéa, troisième ligne, entre les mots « à l'entreprise concernée » et les mots « au Ministre des Finances » insérer les mots « au secrétaire du conseil d'entreprise ou, à défaut de celui-ci, à la délégation syndicale ».

JUSTIFICATION.

Le personnel également doit être informé automatiquement des mesures qui seront prises en matière de redressement économique et financier.

Art. 16.

Au premier alinéa, à la première ligne, entre les mots « à l'article 15 » et les mots « peut déposer au greffe » insérer les mots « ainsi que la représentation du personnel au conseil d'entreprise ou, à défaut de celui-ci, la délégation syndicale ».

JUSTIFICATION.

Il y a lieu de stipuler clairement que la représentation du personnel au conseil d'entreprise peut formuler son propre avis au sujet du plan de redressement économique et financier.

Art. 19.

Au premier alinéa, à la troisième ligne, entre les mots « l'entreprise » et les mots « et, selon le cas » insérer les mots

Voir :

937 (1975-1976) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 5 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

29 JUNI 1976

WETSONTWERP betreffende het beheer met bijstand.

I. — AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER Willy CLAES.

Art. 15.

In het eerste lid, vierde regel tussen de woorden « betrokken onderneming » en de woorden « aan de Minister van Financiën » de woorden invoegen « aan de secretaris van de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, aan de syndicale afvaardiging ».

VERANTWOORDING.

Ook het personeel dient automatisch ingelicht te worden omtrent de maatregelen die getroffen zullen worden inzake economisch en financieel herstel.

Art. 16.

In het eerste lid, eerste regel, tussen de woorden « in artikel 15 » en de woorden « kunnen schriftelijke » de woorden invoegen « alsmede de vertegenwoordiging van het personeel in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, de syndicale afvaardiging. »

VERANTWOORDING.

Er dient duidelijk te worden bepaald dat de vertegenwoordiging van het personeel in de ondernemingsraad een eigen advies inzake het plan tot economisch en financieel herstel kan formuleren.

Art. 19.

In het eerste lid op de vierde regel tussen de woorden « de onderneming » en de woorden « en in voorkomend geval »

Zie :

937 (1975-1976) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 5 : Amendementen.

« les représentants du personnel au conseil d'entreprise ou, à défaut de celui-ci, la délégation syndicale ».

JUSTIFICATION.

Durant la procédure relative au plan, le tribunal doit avoir connaissance des réactions du personnel.

Art. 22.

A la deuxième ligne, entre les mots « à l'entreprise » et les mots « ainsi qu'aux autres parties requérantes » insérer les mots « au secrétaire du conseil d'entreprise et, à défaut de celui-ci, à la délégation syndicale ».

JUSTIFICATION.

Le personnel de l'entreprise doit lui aussi connaître le jugement du tribunal.

Art. 23.

Entre le deuxième et le troisième alinéa, insérer un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Il doit régulièrement faire rapport sur le plan de redressement économique et financier au conseil d'entreprise ou, à défaut de celui-ci, à la délégation syndicale. »

JUSTIFICATION.

Conformément à des dispositions réglementaires ou conventionnelles diverses, le personnel de l'entreprise est informé de l'évolution économique et financière de l'entreprise. Il s'impose dès lors également que dans la période difficile que traverse l'entreprise, le personnel soit tenu constamment au courant de la situation. Pour le conseil d'entreprise, cela suppose l'observation stricte des procédures en matière d'information prévues par l'arrêté royal du 27 novembre 1973 relatif à l'information économique et financière et par la c.c.t. n° 9 du Conseil national du Travail.

Art. 26.

1) Au premier alinéa, à la première ligne, entre les mots « l'entreprise » et les mots « ou même d'office » insérer les mots « à laquelle est jointe l'avis du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale ».

2) Au deuxième alinéa, à l'avant-dernière ligne, entre les mots « l'entreprise » et les mots « et le procureur du Roi », insérer les mots « le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale ».

JUSTIFICATION.

Ici également il semble souhaitable que le tribunal connaisse l'opinion du personnel qui s'exprime par ses organes représentatifs.

Chapitre V.

Remplacer l'intitulé du chapitre V par ce qui suit :

« Chapitre V. — Remplacement des dirigeants de l'entreprise. »

Art. 28.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« En cas d'incapacité notoire de ceux qui sont chargés de l'administration ou de la gestion quotidienne de l'entreprise, ou en cas d'absence de collaboration de leur part, le tribu-

de les remplacer par des représentants du personnel élus par le conseil d'entreprise ou, à défaut de celui-ci, la délégation syndicale ».

VERANTWOORDING.

De rechtbank moet kennis hebben, tijdens zijn beoordeling van het plan, van de reacties van het personeel.

Art. 22.

Op de tweede regel tussen de woorden « aan de onderneming » en de woorden « en aan de verzoekende partijen » de woorden invoegen « aan de secretaris van de ondernemingsraad, en bij ontstentenis ervan, aan de syndicale afvaardiging ».

VERANTWOORDING.

Ook het personeel van de onderneming moet op de hoogte zijn van de uitspraak van de rechtbank.

Art. 23.

Tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid invoegen, luidend als volgt :

« Hij dient geregeld verslag uit te brengen inzake de uitvoering van het plan tot economisch en financieel herstel in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, aan de syndicale afvaardiging ».

VERANTWOORDING.

Door diverse reglementaire of conventionele bepalingen wordt het personeel in de onderneming, voorgelicht over het economisch en financieel verloop van het bedrijf. Het is dan ook vereist dat in de moeilijke periode die het bedrijf doormaakt, het personeel bestendig op de hoogte wordt gehouden van de stand der zaken. Voor de ondernemingsraad betekent geregeld de strikte naleving van de procedures van voorlichting die voorzien zijn in het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende economische en financiële voorlichting en in de c.a.o. n° 9 van de Nationale Arbeidsraad.

Art. 26.

1) In het eerste lid, derde regel tussen de woorden « de onderneming » en de woorden « en ook ambtshalve » de woorden invoegen « waarbij is gevoegd het advies van de ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan van de syndicale afvaardiging ».

2) In het tweede lid, voorlaatste regel tussen de woorden « de onderneming » en de woorden « en de Procureur » de woorden invoegen : « de ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan de syndicale afvaardiging ».

VERANTWOORDING.

Ook hier lijkt het wenselijk dat de rechtbank de opinie van het personeel, uitgedrukt langs zijn vertegenwoordigende organen, kent.

Hoofdstuk V.

Het opschrift van hoofdstuk V vervangen door wat volgt :

« Hoofdstuk V. — Vervanging van de leiders van de onderneming. »

Art. 28.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In geval van kennelijke onbekwaamheid van degenen die het beheer of dagelijkse leiding over de onderneming voeren, of van gebrek aan medewerking van hunnentege,

nal peut, dans le jugement approuvant le plan, décider exceptionnellement que les dirigeants seront remplacés.

Pour les mêmes motifs, il peut décider la même mesure dans un jugement ultérieur.

Lorsqu'il statue par un jugement ultérieur il agit à la requête, soit du procureur du Roi, soit du conseil d'entreprise, ou à défaut, de la délégation syndicale, soit encore d'office. L'entreprise est entendue ou doit être dûment appelée par pli judiciaire quinze jours avant l'audience. Le tribunal statue après avoir entendu le juge délégué et l'avis du procureur du Roi.

Le jugement est publié conformément aux dispositions de l'article 8. Il est notifié à l'entreprise, au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale et aux dirigeants remplacés. »

Art. 29.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Dans le cas prévu par l'article précédent, l'entreprise est dessaisie d'office, pour la période de la gestion assistée, de tous ses biens, y compris ceux qui pourraient encore lui revenir ultérieurement. Le commissaire à la gestion assistée a tous les pouvoirs pour effectuer tous actes utiles ou nécessaires à l'exécution du plan. Il n'a cependant pas le pouvoir de modifier le statut des sociétés commerciales ou des sociétés qui ont adopté la forme juridique d'une société commerciale.

Le commissaire à la gestion assistée est responsable de sa gestion vis-à-vis du tribunal de commerce et lui rend compte au moins tous les trois mois du déroulement des opérations »

JUSTIFICATION.

Dans les relations sociales, l'incapacité notoire de ceux qui sont chargés de la gestion journalière d'une entreprise n'est pas tolérée. Cela vaut davantage pour l'autorité. Cela signifie dès lors que le législateur ne peut approuver aucune loi qui excuserait l'incapacité notoire.

Pour cette raison, le chapitre V permet le remplacement des dirigeants de l'entreprise.

Chapitre Vbis (nouveau).

Sous un Chapitre Vbis (nouveau), insérer un article 29bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 29bis. — Après l'exécution du plan de redressement économique et financier et pour autant que l'entreprise ait reçu de l'aide de la part de l'Etat, un représentant de l'Etat sera repris en qualité d'administrateur au conseil d'administration si l'entreprise est une société commerciale ou si elle a pris la forme juridique d'une société commerciale.

Ce représentant sera désigné par le Ministre qui a les affaires économiques ou l'économie régionale dans ses attributions. »

JUSTIFICATION.

Une telle opération de sauvetage s'accompagne évidemment d'une aide importante de l'Etat. En effet, les autorités publiques seront d'avis que le maintien de cette entreprise est important pour l'économie du pays et cela en vertu des lignes de force contenues dans le plan quinquennal.

kan de rechtbank, in het vonnis tot goedkeuring van het plan, bij uitzondering beslissen dat de beheerders zullen worden vervangen.

Zij kan dezelfde maatregel om dezelfde redenen ook bij een later vonnis gelasten.

Wanneer zij, bij een later vonnis uitspraak doet, treedt zij op verzoek van de procureur des Konings, of van de ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan, van de syndicale afvaardiging, of ambtshalve op. De onderneming wordt gehoord of moet vijftien dagen voor de terechtzitting bij gerechtsbrief behoorlijk zijn opgeroepen. De rechtbank doet uitspraak na het horen van de gedelegeerde rechter en na advies van de Procureur des Konings.

Het vonnis wordt bekendgemaakt overeenkomstig de bepaling van artikel 8. Van het vonnis wordt aan de onderneming, de ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan, de syndicale afvaardiging en aan de vervangen leiders kennis gegeven. »

Art. 29.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In het geval voorzien in het vorig artikel, wordt aan het bedrijf het beheer over al zijn goederen, zelfs die welke het nog mochten toevallen, rehtens onttrokken voor de tijd dat het onder beheer met bijstand staat. De commissaris voor beheer met bijstand heeft alle bevoegdheid tot het verrichten van alle handelingen die nuttig of dienstig zijn voor de uitvoering van het plan. Hij is echter niet bevoegd tot wijziging van de statuten van de handelsvennootschappen of vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

De commissaris voor beheer met bijstand staat voor de rechtbank van koophandel in voor zijn beheer en brengt haar tenminste om de drie maanden verslag uit over het verloop van de verrichtingen. »

VERANTWOORDING.

In het maatschappelijk verkeer kan kennelijke onbekwaamheid van degenen die instaan voor de dagelijkse leiding van een onderneming niet geduld worden. Dit geldt nog meer voor de overheid. Dit betekent dan ook dat de wetgever geen wet mag goedkeuren waarbij kennelijke onbekwaamheid wordt goedgepraat.

Om deze reden wordt in hoofdstuk V de mogelijkheid voorzien tot vervanging van de leiders van de onderneming.

Hoofdstuk Vbis (nieuw).

Onder een hoofdstuk Vbis (nieuw) een artikel 29bis (nieuw) invoegen luidend als volgt :

« Art. 29bis. — Na de uitvoering van het plan tot economisch of financieel herstel en voor zover de onderneming hulp vanwege de Staat ontvangen heeft, zal, indien de onderneming een handelsvennootschap is of de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen, in de Raad van Beheer een vertegenwoordiger van de Staat als beheerder opgenomen worden.

Deze vertegenwoordiger zal aangeduid worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de economische zaken of de streekeconomie behoren. »

VERANTWOORDING.

Een dergelijke reddingsoperatie zal van zelfsprekend gepaard gaan met een belangrijke tegemoetkoming van de Staat. De overheid zal immers van oordeel zijn dat het behouden van dit bedrijf belangrijk is voor 's lands economie, en dit volgens de krachtlijnen vervat in het vijfjarenplan.

Il s'agit ici en fait d'un exemple type du planning contractuel. Il semble donc plus que souhaitable que les autorités publiques puissent continuer à contrôler l'utilisation des fonds publics, même après la fin du plan de redressement économique et financier.

C'est pourquoi un représentant de l'Etat devra siéger au conseil d'administration afin de continuer à contrôler l'utilisation des deniers publics. En même temps il pourra veiller à ce que l'entreprise ne commette, après un certain temps, les mêmes erreurs qu'avant le plan de redressement.

Art. 35.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Puisqu'après l'expiration du délai fixé, l'Etat continue à avoir un représentant au conseil d'administration, la procédure proposée par le projet de loi ne paraît plus qu'une activité purement formelle et superflue.

II. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. BAUDSON.

Art. 9.

Compléter le § 1 par ce qui suit :

« Les créanciers visés à ce paragraphe pourront exciper de cette situation envers leurs propres créanciers pour la valeur de la créance gelée. »

A. BAUDSON.

Hogervermelde toelichting is in feite een schoolvoorbeeld van contractuele planning. Het lijkt dus meer dan gewenst dat de overheid verder toezicht kan houden inzake de besteding van de overheids gelden, zelfs na het beëindigen van het plan tot economisch en financieel herstel.

Om deze reden zal een vertegenwoordiger van de Overheid in de beheerraad zetelen om verder toe te zien op de aanwending van het overheids geld. Tegelijkertijd kan hij erover waken dat het bedrijf na verloop van tijd niet terug in hetzelfde euvel als vóór het herstelplan valt.

Art. 35.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Daar na het verstrijken van de gestelde termijn, de overheid nog een vertegenwoordiger behoudt in de Raad van Beheer, lijkt de in het wetsontwerp voorgestelde procedure een louter formele en overbodige activiteit.

Willy CLAES.

II. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER BAUDSON.

Art. 9.

Paragraaf 1 aanvullen met wat volgt :

« De in deze paragraaf bedoelde schuldeisers zullen die toestand tegenover hun eigen schuldeisers kunnen invoeren ten belope van de waarde van de bevroren vordering. »